

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement**  
**présentée par la Communauté de Communes du Thouarsais, relative à un projet de création d'une**  
**nouvelle déchetterie sur la commune de SAINTE-GEMME**

\*\*\*\*\*

La préfète des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**VU** le code de l'environnement et notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le tableau annexé à l'article R 511-9 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du président de la République en date du 16 juillet 2021 portant nomination de Monsieur Xavier MAROTEL, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**VU** le décret du Président de la République du 15 février 2022 nommant Madame Emmanuelle DUBÉE en qualité de préfète des Deux-Sèvres ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 mai 2022 portant délégation de signature à Monsieur Xavier MAROTEL, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**VU** la demande d'enregistrement présentée par la Communauté de Communes du Thouarsais le 6 juillet 2022, relative au projet d'une installations d'une nouvelle déchetterie sur le territoire de la commune de SAINTE-GEMME ;

**VU** le rapport du 26 juillet 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Sur proposition** du secrétaire général ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Il sera procédé sur le territoire de la commune de Sainte-Gemme à une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par la Communauté de Communes du Thouarsais, relative au projet d'une installations d'une nouvelle déchetterie sur le territoire de la commune de SAINTE-GEMME.

### ARTICLE 2 :

Cette consultation sera ouverte pendant une durée de 31 jours soit du mercredi 7 septembre 2022 au vendredi 7 octobre 2022 inclus dans la mairie de Sainte-Gemme.

Pendant cette période, les pièces du dossier, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, seront déposés en mairie de Sainte-Gemme, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours et heures habituels suivants d'ouverture au public et formuler ses observations, sur le registre ouvert à cet effet :

Mairie de Sainte-Gemme :

Le Mercredi : de 09h00 à 12h30

Le Jeudi : de 16h00 à 19h30

Le Vendredi : de 13h30 à 17h30

**La consultation du dossier se fera dans le respect des mesures sanitaires à mettre en œuvre pour faire face à l'épidémie de covid-19.**

Le public pourra également adresser ses observations par correspondance au préfet des Deux-Sèvres (pôle environnement, BP 70000 79099 Niort Cedex 9) ou par voie électronique ([pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr](mailto:pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr)), en précisant dans l'objet : « enregistrement – Communauté de Communes du Thouarsais ». Ces observations devront être transmises avant la fin du délai de consultation du public.

### ARTICLE 3 :

Un avis au public sera affiché ou rendu public deux semaines au moins avant le début de la consultation et pendant toute la durée de celle-ci :

– par affichage en mairie de Sainte-Gemme, commune d'implantation du projet et en mairie de Saint Varent, communes dont une partie du territoire est située dans un rayon d'un kilomètre autour du projet.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par le maire de chaque commune où il a lieu, par un certificat établi après clôture de la consultation.

– par publication, par les soins de la préfète et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux.

– par mise en ligne sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres (<http://www.deux-sevres.gouv.fr> rubriques « publications – annonces et avis – consultations publiques), accompagné de la demande de l'exploitant mentionnée à l'article R. 512-46-3 du Code de l'environnement ;

De plus, l'ensemble du dossier de demande d'enregistrement sera consultable pendant toute la durée de la consultation du public, sur ce même site.

Par ailleurs, le demandeur complétera l'avis affiché dès le dépôt de son dossier en Préfecture, par les mentions fixées par l'arrêté ministériel du 16 avril 2012 définissant les modalités d'affichage sur le site concerné par une demande d'enregistrement.

ARTICLE 4 :

À l'expiration du délai de consultation du public, le maire de Sainte-Gemme clôturera le registre et l'adressera à la préfète. Ce dernier y annexera les observations qui lui auront été adressées.

ARTICLE 5 :

Le conseil municipal de Sainte-Gemme sera appelé à donner son avis sur la présente demande d'enregistrement.

Ne pourra être pris en considération qu'un avis exprimé et communiqué à la préfète dans les 15 jours suivant la fin de la consultation du public.

ARTICLE 6 :

La décision d'enregistrement sera prise par la préfète des Deux-Sèvres. L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L512-7 ou d'un arrêté préfectoral de refus.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la Préfecture, la Sous-préfète de l'arrondissement de BRESSUIRE, le maire de Sainte-Gemme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NIORT, le 11 AOUT 2022

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

  
Xavier MAROTEL

